

Arabie saoudite : les grands axes de la politique extérieure du roi Abdallah

La décennie 2000 a été marquée par la volonté du roi Abdallah de redorer l'image internationale de l'Arabie saoudite entachée par les attentats du 11 septembre 2001, dont quinze des dix-neuf terroristes étaient saoudiens. L'action du monarque a consisté, d'une part, à lutter contre le djihadisme (Al-Qaida) et à centraliser le pouvoir religieux hanbalo-wahhabite pour canaliser ses éléments les plus radicaux et, d'autre part, à valoriser un islam saoudien plus tolérant et ouvert au monde – dialogues interreligieux, visite au Vatican... De fait, le roi a aussi œuvré à préserver le pacte stratégique qui unit le royaume aux États-Unis depuis 1945. À l'aube de la nouvelle décennie, le souverain semble vouloir privilégier une vision stratégique davantage tournée vers l'Asie, avec laquelle les échanges économiques et les partenariats industriels se sont multipliés.

Sur le plan régional, le royaume demeure tributaire des aléas de la politique de Washington au Moyen-Orient dont il ne partage pas toujours les vues (Proche-Orient, Irak, voire Afghanistan et Pakistan par extension). Le désengagement progressif des forces américaines d'Irak en 2010 ne remet pas en question la poursuite de la politique américaine de *hard power* dans le Golfe. Washington y renforce même son arsenal et sa présence militaires – doublement de la base militaire à Bahreïn (V^e flotte américaine), parapluie antimissile américain dans les petits émirats du Golfe, énorme projet de vente d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Plutôt que de se lancer dans la course au leadership d'un monde arabe miné par les tensions et les divisions, l'Arabie saoudite semble davantage soucieuse d'affirmer son leadership au sein de la communauté islamique dans son ensemble, en tant que gardienne des deux lieux saints de Médine et de La Mecque. Riyad a l'ambition de contrer l'influence croissante des chiites au Moyen-Orient – dans l'Irak de l'après-Saddam Hussein notamment – et surtout de l'Iran, Téhéran étant suspecté de poursuivre un programme nucléaire à des fins militaires pour s'imposer comme la puissance régionale dominante.

Le roi Abdallah est également soucieux de contrebalancer la dépendance sécuritaire de son pays à l'égard des États-Unis en développant un partenariat alternatif avec la Chine et l'Inde sur la base d'échanges économiques et industriels, les besoins en hydrocarbures de ces deux pays augmentant, à l'inverse de ceux des Américains et des Européens.

Une diplomatie régionale à portée limitée

La politique intérieure et la diplomatie saoudiennes sont tributaires des réserves en hydrocarbures qui confèrent au royaume des ressources financières très importantes lorsque la demande du marché pétrolier croît et que les prix sont élevés (décennie 2000). Mais la double dépendance économique – marché pétrolier, sécurisation des sites et routes stratégiques pour le transport des hydrocarbures – et sécuritaire pour la défense de son territoire – équipements et formation des militaires étrangers très majoritairement américains – accentue les vulnérabilités stratégiques du pays. Il ne dispose pas d'une liberté de manœuvre totale dans sa diplomatie régionale ou pour prétendre au leadership régional.

Suite au renversement du régime sunnite de Saddam Hussein en avril 2003, les rênes du pouvoir en Irak sont tombées aux mains de la communauté chiite majoritaire. C'est une source d'inquiétude pour l'Arabie saoudite. Fort de son leadership religieux et du soutien de l'ensemble des clans de la famille royale plus que jamais partie prenante au rayonnement islamique du royaume, le roi Abdallah entend neutraliser l'Irak et, plus généralement, l'influence croissante des chiites au Moyen-Orient. Les autres monarchies voisines du Golfe – à l'exception d'Oman – se rallient plus ou moins à ce credo. La crispation du contexte international autour de l'Irak semble en effet déteindre sur les relations entre les gouvernements des pays du Golfe et les communautés chiites locales, en particulier à Bahreïn et même au Koweït où des réseaux terroristes proches de l'Irak auraient été démantelés durant l'année 2010.

Le conflit israélo-libanais de l'été 2006, dont l'une des conséquences a été d'accroître l'influence politique du Hezbollah au Liban et sa popularité auprès des opinions publiques arabes – y compris sunnites –, a également convaincu le royaume de la nécessité de contrer l'influence iranienne. Le Liban est devenu le second foyer le plus actif de tensions entre sunnites et chiites après l'Irak, et avant Bahreïn.

Dans un contexte très bipolarisé, la politique saoudienne s'illustre donc par son caractère anti-chiite, et sa cible principale est Téhéran. Pour autant, sa capacité à influencer de manière indépendante sur les événements régionaux se trouve réduite par l'alliance de fait que le royaume entretient avec la communauté internationale pour neutraliser l'Iran. Ainsi, le rapprochement saoudo-syrien esquissé en janvier 2009 sur la base d'une condamnation commune de l'opération militaire israélienne dans

la bande de Gaza en décembre 2008, consolidé par des convergences de vues sur la question irakienne et sur la nécessité de maintenir une certaine stabilité au Liban, n'a pas abouti à distendre les liens entre la Syrie et l'Iran comme l'aurait souhaité l'Arabie saoudite.

Autre exemple attestant des limites de la diplomatie saoudienne, le soutien de Riyad, sous la pression de Washington, aux pourparlers de paix directs israélo-palestiniens. Or, le prince héritier Abdallah était à l'origine d'un plan de paix arabe adopté à l'unanimité lors du sommet de la Ligue arabe à Beyrouth le 28 mars 2002¹, plan rejeté par Israël et ignoré par les États-Unis. Enfin, le conflit qui a opposé l'armée saoudienne aux rebelles houthistes du nord du Yémen, suite à quelques infiltrations à la frontière saoudienne en novembre 2009, a dévoilé l'ampleur des failles opérationnelles rencontrées par l'armée saoudienne. Elle est pourtant dotée de moyens considérables, mais a été contrainte de faire appel à des appuis extérieurs – France, États-Unis et formateurs jordaniens – pour venir à bout des rebelles.

L'ambition avouée d'affirmer un leadership islamique

L'ambition saoudienne d'asseoir sa suprématie sur le monde islamique n'est pas nouvelle. Elle s'appuie sur son statut de Terre d'appel (*da'wa*) qui invite la communauté musulmane à répandre le message islamique dans le monde. L'ambition pour le régime a consisté jusqu'au 11 septembre 2001 à « saoudiser » l'islam sunnite en utilisant la rente pétrolière pour financer la construction de mosquées, d'écoles coraniques et la mise en place d'un réseau dense d'associations de bienfaisance émanant le plus souvent de membres de la famille royale. Les attentats du 11 Septembre ont conduit le roi Abdallah à procéder à l'enregistrement des instances caritatives et à renforcer le contrôle sur les imams et les mosquées au sein du royaume. Sa position de gardien des deux lieux saints de l'islam et le fait d'abriter à Djeddah les sièges de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) comme de la Banque de développement islamique (BDI) donnent à l'Arabie saoudite des arguments de poids dans sa volonté d'étendre sa suprématie sur le monde islamique, au-delà des clivages entre sunnites et chiites actuellement très marqués.

Souvent décrit comme celui qui s'est attelé à « démocratiser » et à réformer l'islam saoudien dont il a encouragé une approche davantage pluraliste², le roi Abdallah est surtout l'artisan du recentrage du pouvoir religieux autour du système étatique de la dynastie des Al-Saoud. Le décret royal du 11 août 2010 interdisant l'édition non contrôlée des fatwas (avis juridiques religieux) confère des pouvoirs renforcés à l'institution du Haut Conseil

des grands oulémas. En accordant ce privilège aux seuls oulémas siégeant au sein de cette institution, l'« establishment » saoudien détient le monopole de la fatwa religieuse, ce qui constitue une centralité inédite dans le monde musulman. L'autre institution clé et rivale de l'islam sunnite, l'université al-Azhar au Caire, ou encore le corps des oulémas en Irak ont déjà évoqué leur intention de s'inspirer de l'initiative saoudienne. Afin de faire du royaume saoudien le pôle d'attraction de l'islam, Riyad a aussi entrepris de moderniser Médine et La Mecque, de les transformer en cités de la connaissance islamique et d'en faire les pôles majeurs du tourisme islamique mondial.

Une vision stratégique orientée vers les pays émergents et l'Asie

Depuis 2005, l'Arabie saoudite développe des relations économiques et commerciales avec les grands pays émergents d'Asie, principalement avec la Chine et l'Inde et, à une moindre échelle, avec le Brésil et la Turquie. Sur le plan international, l'intégration du royaume au sein du G20 semble avoir intensifié ses relations avec les pays émergents. Ils pourraient à terme représenter une alternative diplomatique, voire sécuritaire. Alors que la part des États-Unis et de l'Europe dans la consommation en énergies fossiles diminue, la demande très soutenue de la Chine et de l'Inde contrebalance la baisse des échanges enregistrée avec les pays occidentaux.

Le royaume est devenu le premier fournisseur de pétrole de la Chine en 2009, dont 20,5 % du pétrole importé est désormais saoudien – soit 10 % de la production saoudienne. Les entreprises saoudiennes (SABIC, Aramco) investissent dans le domaine des raffineries et de la pétrochimie en Chine. Les Chinois sont pour leur part de plus en plus présents dans le domaine de la construction des infrastructures et de l'exploration gazière en Arabie. Les deux pays développent des liens économiques étroits et des partenariats industriels ayant pour objectif la mise en place de consortiums sino-saoudiens qui concurrencent fortement les Occidentaux dans le secteur des infrastructures.

D'autres pays émergents, comme l'Inde ou même la Turquie et le Brésil, sont de plus en plus présents en Arabie saoudite. L'Inde est devenue la cinquième partenaire commercial du royaume, qui répond à près de

¹ Joseph Kostiner, « Coping with Regional Challenges: A Case Study of Crown Prince Abdullah's Peace Initiative », in Paul Aarts et Gerd Nonneman (dir.), *Saudi Arabia in the Balance: Political Economy, Society, Foreign Affairs*, Hurst & Company, Londres, 2005, pp. 352-371.

² Stéphane Lacroix, *Les Islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, coll. « Proche-Orient », PUF, Paris, 2010.

quart de sa demande énergétique. Au-delà de la création de joint-ventures et d'investissements dans des projets industriels, de télécommunications, de nouvelles technologies informatiques et même dans le domaine spatial, l'Inde peut se prévaloir – contrairement à la Chine – de la présence de plus d'un million et demi d'expatriés sur le sol saoudien. La signature d'une déclaration, le 1^{er} mars 2010, à Riyad lors d'une visite officielle du Premier ministre indien a transformé en réel partenariat stratégique la déclaration de Delhi qui avait été signée à l'occasion de la visite du roi Abdallah en Inde en janvier 2006.

Ce rapprochement économique avec les deux géants d'Asie – Chine et Inde –, autour desquels se concentre le pôle le plus dynamique de la croissance économique mondiale, a une portée stratégique. Comme ses partenaires du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Arabie saoudite souhaite accroître ses relations avec les pays d'Asie et en faire les acteurs de sa diversification industrielle et technologique. Les accords dans les secteurs des hautes technologies – spatial, nucléaire civil – sont clairement destinés à faire concurrence à la domination occidentale dans ces domaines.

Bien qu'occupant un rang inférieur au sein du club des pays émergents, la Turquie et le Brésil sont deux acteurs de plus en plus présents. La mise en place d'un partenariat stratégique entre Ankara et Riyad est venue confirmer l'importance accordée au développement de la coopération militaire et en matière d'industries de défense. Le vice-ministre de la Défense Khaled ben Sultan a confirmé lors d'une visite en juin 2010 à Ankara la volonté saoudienne de conclure un accord de coopération de défense entre les deux pays, qui viendrait s'ajouter au dialogue stratégique conclu entre la Turquie et le CCG en septembre 2008. La Turquie a ainsi acquis dans la diplomatie moyen-orientale et internationale une place importante.

Avec le Brésil, la relation est plus récente. La visite du président Lula en Arabie saoudite en 2010 laisse entrevoir des liens futurs dans le domaine des échanges agro-alimentaires comme dans celui des investissements

dans les secteurs industriels de la pétrochimie et de l'armement. En dehors de son partenariat militaro-industriel avec l'Iran, la Russie continue, de son côté, à avoir du mal à retrouver une place importante au Moyen-Orient, peut-être en raison de son statut d'État rentier concurrent du royaume.

*

Si l'on peut déduire à partir des insuffisances structurelles internes du royaume que celui-ci n'est pas en mesure de conduire une diplomatie autonome de leader régional, son aptitude et les moyens qu'il se donne pour asseoir sa suprématie sur le monde islamique sont en revanche incontestables. Sur la scène internationale, la relation privilégiée que l'Arabie saoudite entretient avec les États-Unis n'apparaît plus comme une donnée intangible, ainsi que le montrent les conséquences des attentats du 11 Septembre et l'ouverture vers l'Asie des relations économiques du royaume.

Pour l'heure, les États-Unis conservent la maîtrise de la défense et de la protection des pétromonarchies du Golfe, mais la situation pourrait évoluer. L'issue du dossier nucléaire iranien contribuera à façonner la nouvelle place que les États-Unis occuperont à plus long terme dans la région. Les États européens continueront probablement à se livrer une rude compétition pour tenter de gagner ou de sauvegarder des parts de marché dans le domaine des très hautes technologies civiles et militaires. Pour le moment, l'Europe apparaît déjà comme le vrai perdant de la mise en concurrence américano-asiatique aujourd'hui orchestrée par le royaume saoudien.

Fatiha Dazi-Héni *

* Docteur en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris. Auteure d'une thèse sur les recompositions politiques et transformations sociales au Koweït (1996) et de l'ouvrage *Monarchies et Sociétés d'Arabie. Le Temps des confrontations* (Presses de Sciences Po, 2006). Expert « Moyen-Orient, péninsule Arabique, golfe Persique » au sein d'un organisme public. Membre du conseil administratif du *think tank* CapMena (www.capmena.org).